

L'Europe est omniprésente, jus qu'au cœur de nos vies

Ce que fait l'Europe n'est pas toujours

visible. Et pourtant, sans Europe, notre vie en serait chamboulée. Qu'on se le dise.

● Philippe CARROZZA

Les plus jeunes traversent les frontières sans avoir rien à déclarer, utilisent les euros sans se poser de questions et vont parfois étudier ailleurs dans le cadre d'Erasmus. Tout cela leur semble naturel. Et pourtant, sans l'Union européenne, on en serait toujours à faire la file aux frontières et à payer dans les monnaies locales. Les moins jeunes utilisent des salles de village confortables, des routes parfaites, des places publiques rénovées ou encore des bâtiments publics en parfait état sans savoir qu'une partie a peut-être été financée par l'Europe via les fonds structurels européens. On peut citer des exemples à longueur d'articles.

Une très grave erreur de ne pas s'intéresser au scrutin européen

Pourtant, évoquer le scrutin européen du 26 mai paraît si abstrait pour nos concitoyens que les enjeux et débats, pourtant cruciaux puisqu'ils s'appliqueront un jour ou l'autre à nos états

souverains, ne fait pas se déplacer les foules. On s'intéresse davantage aux élections régionales et, dans une moindre mesure au fédéral.

L'Europe est pourtant non seulement le garant de notre liberté (il n'y a plus eu de guerres sur notre sol depuis 1945), mais aussi le bouclier contre les invasions culturelles, économiques et agricoles du reste du monde. On se souvient des débats à Bruxelles sur l'utilisation des OGM, du glyphosate, de la teneur en cacao dans notre sacro-saint chocolat, etc., etc.

Mauvaise presse l'Europe ? Sans doute parce que nos élus s'attribuent les mérites quand cela va bien et tirent à boulets rouges sur « Bruxelles » quand cela va mal : « La faute à l'Europe ».

Pas de Madame ou de Monsieur Europe

Le manque de visibilité aussi est un souci. Quand on inaugure des placettes, rues, bâtiments cofinancés par l'Europe, ce sont les élus locaux, provinciaux voire régionaux qui coupent les rubans. Il n'y a pas de Madame

ou de Monsieur Europe à la cérémonie. Donc, à part le petit drapeau bleu ou le sigle Feder par exemple qui ne signifie rien pour le commun des mortels, rien. Dommage.

Et pour pasticher le comte de Montalembert « Vous avez beau ne pas vous occuper d'Europe, l'Europe s'occupe de vous tout de même », il est temps de se ruer sur les programmes des partis sur les listes européennes.

Cinq candidats de la province de Luxembourg

Et justement, nous nous intéressons ici à cinq candidats, qui figurent sur autant de listes, tous issus de notre province, ce qui est un record.

Des Denis Collard (MR), Romain Gaudron (Écolo), Christelle Mathieu (PS) et Jean-Claude Javeaux (DéFI) (le PTB n'a pas de candidat luxembourgeois sur sa liste), seul Benoît Lutgen (cdH) a le plus de chance d'être élu car il tire la liste de son parti à l'Europe.

Nous les avons tous interrogés sur les enjeux de ce scrutin. ■

Denis Collard, 5^e effectif MR

Favorable a une AfscA européenne

Denis Collard, l'Europe est-elle utile à notre province ?

La politique agricole commune (PAC) est déterminante pour le maintien d'une agriculture régulée. Les fermes chez nous sont à dimensions familiales. L'Europe a travers la PAC doit aider les agriculteurs en leur assurant un revenu et donner tous les moyens aux nouveaux fermiers de s'installer.

Soutenir les produits locaux ?

Oui. Et il est nécessaire de mettre sur pied une super AfscA (Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire) européenne. Avoir la même rigueur de contrôle partout en Europe.

Glyphosate ?

Non ou le moins possible ; quand on l'utilise, c'est parfois qu'on n'a pas le choix. En

tout cas mettre tout en œuvre pour trouver des substituts.

Avion moins cher que le train...

Les entreprises profitent de la fiscalité européenne qui n'est pas homogène. En Irlande, Ryanair en profite comme Google et Apple. Pour des petites distances, on doit tabler sur le train qui doit rester compétitif. Si le prix du ticket reste plus élevé, les gens privilégieront l'avion.

Réchauffement climatique ?

L'Europe doit obliger les États membres à respecter les accords signés. Elle doit être plus contraignante et, via la banque centrale européenne, mieux soutenir la recherche en termes d'innovation pour les énergies renouvelables. Elle doit être un incitant à trouver de nouvelles technologies.

Politique migratoire de l'Europe ?

On laisse Victor Orban mettre des barbelés et les Italiens se débrouiller avec les migrants sur leurs côtes. Il ne faut pas oublier les droits et les devoirs de chaque État en matière d'accueil. Le plus affligeant ? Il n'y a pas de politique migratoire commune.

Quelle Europe sociale pour vous ?

Harmoniser la fiscalité entre grandes entreprises et relever le niveau de sécurité sociale dans tous les pays de l'Union. Harmoniser les taux de TVA, l'égalité des salaires hommes-femmes. Harmoniser aussi les conditions de travail en encourageant le télétravail qui peut être très performant sans compter l'impact positif sur l'environnement. Donc il faut numériser l'Europe pour qu'il n'y ait plus de zones blanches en Europe. ■ **P.C.**

Benoît Lutgen, 1^{er} effectif cdH

« L'Europe doit être plus protectionniste »

● Interview : Philippe CARROZZA

Des cinq Luxembourgeois, Benoît Lutgen est le seul qui a une chance de devenir européen puisqu'il est tête de liste. Il devrait succéder au Bertrigeois Claude Rollin. Toutefois, il devra se battre pour décrocher ce siège. Sa place dans l'hémi-

cycle européen dépendra du score que fera notamment le PTB hors de notre province.

Benoît Lutgen, en quoi l'Europe est-elle utile à notre province ?

L'Europe soutient massivement agriculture et développement rural (maisons de village, logements sociaux, etc. via le fonds social

europeen notamment). Cet axe-là est le plus impactant pour les Luxembourgeois.

Si on prend les montants versés par l'Europe, proportionnellement, la province de Luxembourg reçoit et a reçu une part plus grosse de fonds européens que partout ailleurs en Wallonie. Cela se justifie par notre situation géographique parti-

culière.

Cela se traduit par quoi ?

La rénovation des autoroutes grâce à la Banque européenne d'investissements qui a dégagé 600 millions €. La Région wallonne seule ne pourrait pas soutenir cela. L'exemple d'Athus et toute la partie eurorail, le port sec, le Pôle européen de développement : c'est un superbe exemple de réhabilitation. C'est l'Europe ça, c'est concret. À travers la PAC, soutenir par exemple les produits locaux, circuits courts, l'agriculture familiale, etc. via des halls relais cofinancés par l'Europe.

L'avion moins cher que le train. Normal, selon vous ?

Ce n'est pas acceptable sur le plan environnemental que le carburant que je mets dans ma voiture soit très taxé alors que le kérosène ne l'est pas.

Doit-on créer une compagnie européenne de chemin de fer ?

L'idée est séduisante, mais il faut que cela reste dans les mains publiques. L'Europe pourrait déjà soutenir financièrement la création de lignes pour densifier le maillage du réseau ferro-

viaire.

Que fait l'Europe pour le climat ?

En matière environnementale, c'est grâce à l'Europe qu'il y a eu des avancées importantes. Rien que pour l'épuration, la qualité de l'eau du robinet, des eaux de baignade, Natura 2000, etc. Ça, c'est du concret. L'Europe a forcé la mise en place de projets tel le plan air-climat qui a permis de réduire les émissions de gaz à effets de serre.

Que penser de l'idée de créer une Afsca européenne ?

La traçabilité des produits permet déjà de remonter à la source quand il y a un problème en Europe. Il faut resserrer des boulons, mais de là à créer une telle structure ? Ce qui est insupportable, pour le consommateur et le producteur, c'est qu'un steak indigène (qui est hypercontrôlé, hypertaxé, hypertracé) soit vendu plus cher qu'un autre steak im-

porté d'un autre continent et qui n'a pas les mêmes normes sanitaires et sociales. C'est inacceptable.

L'Europe doit être plus protectionniste alors ?

Bien sûr et l'Europe doit se protéger comme la Chine et les E-U. Elle doit protéger les États membres de la tentative de mainmise sur le foncier par les Chinois dans nos pays et cela va seulement commencer dans la province.

Pour ou contre le glyphosate ?

Entre l'interdire tout de suite et donner un délai, je suis pour un délai raisonnable de 3 à 5 ans pour que les agriculteurs puissent se re-

tourner. Ici aussi il faut une Europe protectionniste car on doit se protéger de l'arrivée chez nous des denrées qui auront été produites avec du glyphosate hors Europe. Accepter ces produits n'aurait aucun sens. C'est un enjeu de santé pour les Européens et pour les agriculteurs hors Europe. ■

« L'évasion fiscale, c'est mille milliards € à récupérer »

« Il y a eu des avancées en matière sociale car maintenant, à travail égal, salaire égal. Toutefois, l'Europe doit encore aller plus loin en incluant les cotisations. Le détachement, c'était quoi ?

Du sadisme ! On mettait des travailleurs européens en concurrence. C'est terminé, mais il y a encore du travail, même si cela en prend la bonne direction », explique Benoît Lu-

tgen. Mais cette harmonisation ne va pas se faire vite. « Une harmonisation totale et absolue, c'est pas pour demain, précise-t-il. Il faut du temps, parfois 20 ans, avant de met-

tre sur pied un projet européen global. Déjà on met en place un parquet européen. Je plaide pour élargir ses compétences à l'évasion fiscale. On parle de mille milliards à récupérer ; c'est huit fois le budget de l'Europe ! Ce sont des moyens colossaux. Je plaide aussi pour une fiscalité identique. Ce n'est pas normal que les citoyens passent les frontières pour aller acheter du carburant, des médicaments, produits de consommation, etc. moins chers dans le pays voisin. Une harmonisation fiscale résoudrait ça. Il faudra trouver des formations politiques fortes pour mettre ça en place. » ■ Ph.C.

Supprimer le règlement de Dublin

« Nous sommes tous des réfugiés. Des habitants de chez nous ont été réfugiés

pendant et après la guerre, le temps de la reconstruction », explique Benoît Lutgen.

« Les réfugiés de guerre doivent être protégés et doivent être libres de rentrer chez eux s'ils le souhaitent, quand la paix est revenue.

Plus largement, on doit mieux coopérer avec le continent africain pour que l'espoir pour la vie ou pour une meilleure qualité de vie des gens de ce continent ne les oblige pas à quitter leur pays natal. Ce qu'a fait le Conseil européen est un

fiasco : le règlement de Dublin doit être supprimé. On a laissé Italiens et Grecs se débrouiller. Les États n'ont pas pris leurs responsabilités. Il est grand temps de réinstaurer la solidarité. Il faut une politique européenne humanitaire. »

J-C Javaux, 3^e effectif DÉFI

Ignoble de laisser mourir des enfants sur les plages du sud !



Jean-Claude Javaux aurait préféré voir les jeunes marcher contre le drame des migrants plutôt que pour le climat.

● Interview : Philippe CARROZZA

Jean-Claude Javaux, l'Europe est-elle utile à notre province ?

Plus qu'on ne peut le croire. La politique agricole commune (PAC) touche particulièrement la province de Luxembourg. La PAC a surtout profité jusqu'ici à l'agriculture extensive. Il faut donc qu'elle aide l'agriculture durable. L'Europe pourrait aussi mieux subventionner le ré-

seau cyclable. Il n'y a que 2 % du budget consacrés par l'Europe au vélo alors qu'il y a 8 % d'utilisateurs. L'Europe doit aussi investir davantage dans le rail.

L'avion moins cher que le train, normal ou pas ?

Non. Nous sommes favorables à l'instauration d'une TVA sur les billets d'avion. Un chemin de fer européen ? Tout à fait d'accord. On a un peu la nostalgie de ces trains mythiques d'an-

tan qui traversaient les beaux paysages d'Europe. Même chose pour les voies navigables qu'il faut mieux développer en termes de mobilité. Retrouvons le bon sens terrien.

Comment lutter contre le réchauffement climatique ?

Je ne crois pas à l'indépendance du GIEC. Des scientifiques renommés, qui n'ont pas trop la parole, affirment que l'homme n'y est

quasi pour rien dans le climat. Par contre l'homme est archiresponsable de la destruction de l'environnement et de la disparition d'un million d'espèces. Le climat va se dégrader, c'est sûr, mais que peut-on faire ? Utiliser des moyens qui n'utilisent pas d'énergies fossiles dont l'extraction crée des désastres écologiques. Je crois beaucoup dans l'arbre. La nature a un pouvoir de régénération extraordinaire. Si on lui donne un coup de main, elle nous aidera.

La politique migratoire de l'Europe ?

Un désastre ! Le règlement de Dublin a permis l'arrivée de Salvini. On même la Turquie pour faire des grands camps. On ne nourrit pas les migrants en Hongrie ! On laisse mourir des enfants sur les plages de la Méditerranée car n'est pas foutu de faire quelque chose. On va marcher pour le climat, mais ne fallait-il pas marcher pour lutter contre cette ignominie. C'est intolérable nous aidera.

ble. L'Europe doit sévir et couper les aides aux États s'ils ne veulent pas accueillir les migrants. On sent tout le poids du passé colonial des pays européens...

Quelle Europe sociale ?

Nous plaçons pour un système social harmonieux. L'Europe n'est pas une question d'États, mais de citoyens. Plus l'Europe est forte et fédérale et plus ce sera profitable. ■

R. Gaudron, 7^e effectif Écolo

Chemin de fer européen ? OK!

● Interview :

Philippe CARROZZA

Romain Gaudron, en quoi l'Europe est-elle utile à notre province ?

L'agriculture. Sans les subsides de la PAC, il n'y aurait plus d'agriculteurs. Elle doit aller plus loin et favoriser le circuit court et les fermes à taille humaine. 80 % des subsides de la PAC vont à 20 % des fermes, les plus grosses. Quant au glyphosate, on a été très clair : les Verts veulent l'interdiction de ce produit tout de suite. Les alternatives viendront sur la table si l'Europe le décide.

Un chemin de fer européen : utopique ?

Il y a une concurrence déloyale entre avion et train. Déjà il faut taxer le kérosène. Un train européen, c'est une excellente idée et déjà remettre en place les trains de nuit d'antan. Remettre aussi sur la table le train pendulaire. On veut pousser cela.

Climat ?

Il n'y a pas qu'une solution unique comme l'éolien, le solaire, etc. Il faut un mix énergétique. L'Europe a un levier économique énorme et peut décréter la transition écologique.

Migrants ?

L'Europe, c'est 22 % du PIB mondial. Il faut revoir le règlement de Du-

blin. Aider l'Italie et la Grèce, avoir une meilleure répartition de l'effort d'accueil. Quand on traverse la Méditerranée, on n'arrive pas en Finlande...

Quelle Europe sociale ?

On est loin d'une Europe sociale. La politique néolibérale a creusé les inégalités profondes. Cela a brisé le rêve et fait monter les populismes, l'extrême droite. ■

C. Mathieu, 7^e effective PS

Une super-avancée que le 112

● Interview : Philippe CARROZZA

Christelle Mathieu, en quoi l'Europe est-elle utile à notre province ?

Un exemple : le numéro 112 que tout le monde fait en cas de problème grave. On est dans une région transfrontalière. C'est une avancée extraordinaire. De plus, le 112 permet une géolocalisation.

Chemin de fer européen ?

C'est utopique car l'Europe tend à privatiser le rail ; surtout les tronçons rentables, mais ce serait bien un chemin de fer européen. Mais comment mettre tous les États d'accord ?

Le climat ?

On prône l'écosocialisme, car les énergies renouvelables ne doivent pas être un obstacle aux bas revenus. Il faut que les plus démunis puissent eux aussi avoir les moyens d'isoler et de mettre des panneaux.

La PAC ?

Les aides vont surtout aux grosses fermes. L'Europe doit aider le circuit court. Pas normal d'avoir le bœuf argentin moins cher que le steak de chez nous. Il faut une taxe carbone sur ces produits importés. On ne veut pas de glyphosate. On préconise une agriculture sans pesti-

cides.

Règlement de Dublin ?

Il faut créer un bureau de la migration européenne et réformer le règlement de Dublin.

Quelle Europe sociale ?

L'Europe n'est pas sociale. Il faut pousser vers le haut les pays qui n'ont pas une bonne Sécu, pas l'inverse. ■